

Malbouffe : des députés lancent l'alerte

27 septembre 2018 / [Lorène Lavocat \(Reporterre\)](#)



Des députés ont rendu les conclusions de leur enquête sur les arrières-cuisines de l'alimentation industrielle et les risques qu'elle fait peser sur la santé des Français. Les parlementaires appellent à des mesures réglementaires fortes, car l'incantation à la bonne volonté des industriels ne fonctionne pas.

« Nous ne mourrons plus par manque de nourriture, mais notre alimentation peut nous tuer à petit feu. »

Ce mercredi 26 septembre, la députée de la majorité (LREM) Michèle Crouzet ne mâchait pas ses mots. Sous les ors du palais Bourbon, elle présentait un rapport inédit sur l'alimentation industrielle. Pendant cinq mois, sous la houlette du député insoumis Loïc Prud'homme, les parlementaires ont enquêté sur la face cachée de nos assiettes. Et leurs résultats ne sont pas ragoutants. « *Nous sommes les cobayes d'une production agro-industrielle qui testent sur nous des cocktails d'additifs, des molécules chimiques et des procédés de fabrication potentiellement dangereux pour notre santé* », a expliqué M. Prud'homme, président de la commission d'enquête dont M^{me} Crouzet était rapporteure.

Premier constat : nous nous alimentons de plus en plus mal. L'Agence nationale de santé (Anses) l'évoquait déjà l'an dernier **dans son étude sur les habitudes alimentaires des Français** : nous accordons une place de plus en plus importante à la nourriture très transformée ; nous compensons de plus en plus avec des compléments alimentaires ; et nous consommons trop de sel et pas assez de fibres.

« *Les ménages consacrent de moins en moins d'argent et de temps à l'alimentation [1], a souligné le député de la France insoumise. Il ne s'agit plus que de consommer des biens et des services alimentaires fournis par les grands groupes de l'industrie agroalimentaire et de la distribution* ».

« Les industriels savent comment faire pour produire une alimentation plus saine et plus durable, mais ils n'iront pas seuls »

Ces « *services alimentaires* » prennent notamment la forme de produits ultratransformés, que le chercheur Antony Fardet **définissait ainsi sur Reporterre** : « *Ce sont les seuls à contenir une longue liste d'ingrédients, comme les huiles hydrogénées, le gluten, les protéines hydrolysées, les isolats de protéines de soja, le sirop de glucose... Ce sont des produits artificiels fabriqués par l'homme à partir d'une recombinaison d'ingrédients, et ils sont tellement raffinés qu'on ne reconnaît plus l'aliment d'origine.* » Barres chocolatées, desserts lactés, céréales du petit-déjeuner pour enfants, jus de fruits reconstitués, pizzas préparées. En quelques décennies, ils ont envahi les rayons de nos commerces, à tel point qu'ils pourraient constituer plus de 80 % des aliments emballés en supermarché. « *Or, ils sont souvent plus pauvres en micronutriments protecteurs et riches en calories provenant des sucres, matières grasses ajoutées* »,

précisait M. Fardet.

« *La plupart des aliments sont maintenant trop salés, trop sucrés et trop gras, a dénoncé Michèle Crouzet. On retrouve 338 additifs différents dans nos assiettes, avec une utilité nutritionnelle très relative, et alors que plusieurs d'entre eux sont controversés.* » Le dioxyde de titane par exemple, utilisé pour blanchir ou pour intensifier les couleurs de bonbons, gâteaux et autres gourmandises, **se révèle cancérigène.**



Michèle Crouzet (LREM) et Loïc Prud'homme (FI), mercredi 26 septembre 2018, à l'Assemblée nationale.

Plus généralement, « *l'alimentation serait la troisième cause de survenance de cancers, derrière le tabac et l'alcool* », a rappelé Loïc Prud'homme, citant l'étude NutriNet-Santé : « *La consommation d'aliments ultratransformés a été associée avec un risque global de cancers accru de 6 % à 18 %.* » L'explosion des maladies chroniques — 4 millions de diabétiques, la moitié de la population adulte en surpoids, 17 % de personnes obèses — et cardio-vasculaires est également à mettre en lien avec le contenu de nos assiettes.

Un fléau de la malbouffe qui touche particulièrement les catégories populaires : la proportion d'obèses chez les enfants d'ouvriers est quatre fois supérieure à celle que l'on trouve chez les enfants de cadres. Sans oublier **l'impact environnemental important** de notre système

alimentaire, porté aujourd'hui par une agriculture conventionnelle responsable de 30 % des émissions de gaz à effet de serre.

Bref, nos estomacs brûlent, et les pouvoirs publics regardent ailleurs : selon le député Insoumis, « *On a fait confiance aux engagements volontaires des industriels, mais ça ne marche pas. La complicité avec laquelle l'État et les entreprises ont laissé notre alimentation se dégrader alors que l'on connaissait les effets délétères sur la santé, j'appelle ça une association de malfaiteurs.* »

Pour Loïc Prud'homme, seule la contrainte législative et réglementaire permettra d'accélérer la transition alimentaire : « *Les industriels savent comment faire pour produire une alimentation plus saine et plus durable, mais ils n'iront pas seuls,* a insisté Loïc Prud'homme.

Il faut que des règles contraignantes soient prises et s'appliquent à tous : il en va de notre santé et de celle de nos enfants. » Un enjeu d'équité, a également précisé M^{me} Crouzet : « *Aujourd'hui, pour manger bien, il faut avoir de l'argent. Il faut que les plus modestes aient aussi accès à des aliments sains.* »

Des préconisations claires et précises... mais qui pourraient finir à la poubelle

Pour remédier à l'inaction, la commission d'enquête parlementaire prescrit donc un régime sévère :

- **Ramener la liste d'additifs autorisés de 338 à 48** (ceux autorisés en agriculture bio), et interdire ceux qui sont controversés, comme le dioxyde de titane ;
- **Fixer la teneur maximale en sel des produits de panification à 18 grammes par kilo** de farine (alors que certains sont aujourd'hui au-delà de 20 grammes), ces produits représentant près d'un tiers des apports journaliers en sel ;
- Définir par voie réglementaire des objectifs quantifiés de baisse de sel, de sucre et d'acides gras saturés et trans pour chaque catégorie de produit, en se fondant sur les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé ;
- **Renforcer l'éducation nutritionnelle** en l'érigeant au rang des enseignements obligatoires, et ce, dès l'école maternelle ;
- **Rendre obligatoire la mise en place du Nutri-Score [2]** sur les produits transformés en France, et œuvrer pour une mise en place à l'échelle européenne ;
- **Restreindre les publicités alimentaires** à destination des enfants ;
- **Suspendre l'autorisation d'allégations nutritionnelles** dans les publicités (« *tel produit renforce votre système immunitaire* » ; « *tel autre participe à votre équilibre nutritionnel* »

...).

Autre avancée de taille, saluée dans [un communiqué par l'ONG Foodwatch](#), la question des « *contaminants et résidus dans les aliments et les emballages* ». « *Il faut prendre des mesures obligatoires contre la contamination des aliments par les huiles minérales présentes dans les emballages, dérivés d'hydrocarbures dangereux pour la santé — potentiellement cancérogènes, mutagènes, perturbateurs endocriniens* », a recommandé l'ONG aux députés, qui ont donc repris à leur compte cette recommandation.

Des préconisations qui ont le mérite d'être claires et précises... mais qui pourraient finir à la poubelle. Car la loi sur l'agriculture et l'alimentation étant en passe d'être votée, il y a fort à parier que le prochain texte législatif s'intéressant de près à nos repas ne sera pas pour demain. La détermination et la concorde affichée des deux députés, pourtant adversaires dans l'Hémicycle, ne seront pas de trop pour convaincre un gouvernement plutôt enclin à s'en remettre à la bonne volonté des industriels.

[1] Qui représentait 35 % des dépenses d'un ménage en 1960 contre 20 % en 2014.

[2] Un étiquetage indiquant les valeurs et la qualité nutritionnelles des produits.

Lire aussi : [Sans transition alimentaire, pas de transition écologique](#)

Source : Lorène Lavocat pour *Reporterre*

Photos :

. chapô : © Marion Esnault/*Reporterre*

. députés : © Lorène Lavocat/*Reporterre*

- [Emplacement](#) : [Accueil](#) > [Info](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Malbouffe-des-deputes-lancent-l-alerte>